

« L'Ecole Syndicaliste » N° 360 : l'éditorial du secrétaire général

Quand on veut tuer son chien....

C'est la rentrée et, bien évidemment, comme à chaque fois, les médias multiplient annonces, reportages, articles et commentaires qui, pour l'essentiel, enfoncent des portes ouvertes.

Depuis quelques années maintenant, on a eu le droit à tout : au mammoth qu'il fallait dégraisser, au niveau qui baissait, aux enseignants qui avaient trop de vacances, aux élèves qui travaillaient trop, aux élèves qui n'apprenaient plus rien, au collège poubelle, au bac qu'il fallait supprimer, j'en passe et des meilleures.

Cette année, tradition oblige, journaux, radios, télévisions ont fait la une sur le rapport du Haut Conseil de l'Education consacré à l'école primaire et remis le 27 août au Président de la République.

La simple lecture de quelques têtes de chapitres nous donne une idée de l'objectif recherché par les auteurs du rapport :

- Les dispositifs et les outils pédagogiques sont inadaptés ou mal utilisés
- L'école maternelle ne met pas tous les enfants dans les conditions de réussir à l'école élémentaire,
- Le pilotage national manque de prise sur la réalité,
- Le pilotage de proximité est très insuffisant.

Quant aux sous chapitres, ils sont tout aussi éclairants :

- Les cycles n'ont pas vraiment été mis en œuvre,
- Il existe un écart entre les textes officiels et les pratiques,
- Les décisions sont appliquées très lentement,
- Certaines ressources humaines sont mal réparties,
- L'organisation de l'école primaire pénalise aujourd'hui son efficacité (des écoles très dispersées, une direction d'école sans véritable statut...).

S'il fallait résumer le rapport en deux phrases, on pourrait dire ceci :

Depuis la loi JOSPIN de 1989, on a tout tenté pour en finir avec l'école communale républicaine ; et, si on a échoué, la faute en revient aux enseignants, aux parents, aux élus locaux qui, chacun à leur façon, ont résisté à cette entreprise de démolition. Alors, « révision des politiques publiques » oblige, tout ce qui n'a pas été fait depuis 25 ans doit être mis à l'ordre du jour et mis en œuvre sans délai.

Aujourd'hui, le nouveau chantier de démolition c'est celui de l'école maternelle et élémentaire et, comme chacun sait, « quand on veut tuer son chien... ».

Mais, que ceux qui nous gouvernent y regardent à deux fois et méditent ce proverbe allemand : « Semer est moins pénible que moissonner ».

En tous cas, en cette rentrée, et dans les mois qui viennent, le SNUDI FO saura prendre ses responsabilités pour défendre contre tous ses détracteurs l'école communale républicaine et le statut de ses maîtres.

Et, qu'on ne s'y trompe pas : notre démarche n'est ni égoïste, ni passéiste, elle vise simplement à défendre une des conquêtes essentielles de la démocratie : le droit à l'instruction.

Montreuil le 28 Août 2007